



Conseils mixtes	
Groupe de travail	Description
Gouvernement ouvert du Canada (GOC)	Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada (GTGOC) est un forum pour la collaboration et l'échange d'information intergouvernementaux sur les initiatives, les outils et les principes du gouvernement ouvert, notamment en ce qui concerne les données ouvertes courantes, l'information accessible et la mobilisation du public dans l'ensemble des administrations.
Services axés sur les clients	<p>Le mandat du Groupe de travail sur les services axés sur les clients vise les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Définir la signification d'être axé sur les clients, sous une perspective intergouvernementale.</li><li>• Renforcer la capacité de stimuler l'innovation et l'amélioration continue de la prestation de services dans le secteur public, à tous les ordres de gouvernements dans l'ensemble du Canada.</li><li>• Établir un modèle pour l'évaluation :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ de l'état actuel de l'expérience du service à la clientèle pour les services mettant en cause de multiples administrations ou ordres de gouvernements;</li><li>◦ des possibilités et des défis associés à la collaboration entre les organisations dans le but d'améliorer de façon continue les expériences de service intergouvernemental;</li><li>◦ des habilitants particuliers susceptibles de faire avancer la modernisation d'un service intergouvernemental (p. ex., des personnes ou des compétences; des processus, des données ou des informations, des outils ou des technologies, des politiques).</li></ul></li><li>• Faire l'essai du modèle en fonction d'un service ou d'un groupe de services afin de promouvoir et faciliter la collaboration axée sur les projets auprès des administrations intéressées, dans le but de fournir des services plus homogènes et intégrés dans les divers ordres de gouvernements.</li></ul>
Avis de décès	<p>Les Conseils mixtes ont demandé au Groupe de travail sur les avis de décès d'élaborer et établir un plan ou une architecture opérationnelle permettant d'accélérer le traitement des actes et des avis de décès. Les recherches entreprises dans le cadre de cette proposition serviront à éclairer l'élaboration des pratiques exemplaires fédérales-provinciales-territoriales (FPT) relatives aux processus pour la déclaration et l'enregistrement des décès, dans le but d'améliorer l'expérience de service des citoyens et l'intégrité des programmes gouvernementaux clés tout en tirant profit des ententes et des mécanismes FPT en place.</p> <p>Les principales priorités du Groupe de travail sur les avis de décès sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Simplifier les processus afin d'aider l'ensemble des administrations à déclarer et enregistrer les renseignements sur les décès de manière opportune et uniforme, et afin d'assurer une plus grande efficacité relativement aux données, notamment dans la résolution des erreurs.</li><li>• S'appuyer sur les résultats du rapport sur l'expérience client pour :<ul style="list-style-type: none"><li>• Élaborer un prototype pour les communications liées à la prestation de décès, qui permettra de guider les Canadiens au travers du processus de déclaration et d'enregistrement des décès.</li><li>• Élaborer une feuille de route servant à préciser les tâches à accomplir en vue de créer une solution numérique suivant l'approche « Une fois suffit », laquelle doit comprendre les travaux servant à harmoniser les exigences FPT relatives aux avis de décès et à l'établissement de rapports avec le processus de gestion de l'identité et la vision du Cadre de confiance pancanadien pour la collaboration dans la prestation de services.</li></ul></li><li>• Élaborer et mettre en œuvre une solution numérique suivant l'approche « Une fois suffit ».</li></ul>
Intelligence axée sur les données (IAD)	<p>Le mandat du Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Améliorer l'expérience des clients en s'appuyant sur les données ouvertes et l'analyse avancée des données afin d'améliorer la prestation de services de façon collaborative.</li><li>• La portée du Groupe de travail est d'agir en tant que catalyseur pour l'IAD afin de mieux comprendre les besoins des clients et d'élaborer des solutions pratiques en établissant un lien entre les services gouvernementaux, lorsque possible. Les activités du Groupe de travail permettront aux services publics d'être à l'avant-garde de la prestation d'excellents services modernes où l'expérience des clients atteint ou dépasse les attentes du public canadien et de la collectivité d'affaires</li></ul>
Identité numérique	<p>La gestion de l'identité numérique est un domaine en évolution rapide qui représente un intérêt en matière de politique publique, en raison des possibilités offertes par une identité numérique sécurisée. De façon générale, une identité numérique sécurisée peut permettre aux Canadiens d'exécuter en ligne des opérations de grande valeur dans un environnement plus efficient et plus pratique sur le plan économique. Une identité numérique sécurisée peut réduire le risque de vol d'identité et améliorer la sécurité publique et la confiance du public, en rendant l'utilisation frauduleuse des identités plus difficile. En ce qui concerne le contexte plus précis des opérations gouvernementales, une identité numérique sécurisée peut, indépendamment de l'emplacement d'un utilisateur, améliorer l'accès aux services gouvernementaux qui nécessiteraient habituellement une présence en personne.</p> <p>Pour ce faire, les administrations et les acteurs canadiens du domaine de la gestion de l'identité doivent s'entendre sur l'adoption de normes communes prévoyant la manière dont les diverses administrations traitent les diverses composantes de la gestion de l'identité et accordent divers niveaux de confiance à la véracité de l'information en question. Ce faisant, on parviendra à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Faciliter une expérience de l'utilisateur homogène et pratique dans l'ensemble des provinces et des territoires.</li><li>• Améliorer la sécurité en rendant possible la validation en temps réel des attributs d'identité dans l'ensemble des administrations.</li><li>• Garantir qu'alors même que les administrations travaillent à un rythme différent, nous nous employons tous à acquérir une compréhension commune de la gestion de l'identité.</li><li>• Jeter les bases pour la prestation de niveaux de services en ligne uniformes pour l'ensemble des résidents du Canada, peu importe la location physique de ceux-ci.</li><li>• Obtenir des gains d'efficience opérationnelle quant à notre utilisation de l'argent des contribuables en permettant aux résidents qui peuvent utiliser les voies en ligne ou qui privilégient celles-ci de le faire plutôt que d'exiger qu'ils utilisent les voies plus coûteuses des services téléphoniques ou en personne.</li></ul>
Sous-comité de gestion de l'identité (SCGI)	<p>En mai 2011, une proposition présentée à la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services (Table des SM FPT) recommandait la création d'un sous-groupe pour la gestion de l'identité, qui serait tenu de rendre compte aux Conseils mixtes. Le Sous-comité de gestion de l'identité poursuit les activités du Comité directeur de la gestion de l'identité, qui avait été établi en juin 2008. Une partie active de ce groupe mise sur les travaux relatifs au Cadre de confiance pancanadien (CCP). Le SCGI fait actuellement l'objet d'un renouvellement de son mandat et de la composition de ses membres. Les codirecteurs de l'identité numérique collaborent avec les coprésidents du SCGI dans l'examen du mandat du SCGI, en vue de déterminer l'harmonisation future des travaux du SCGI (CCP) par rapport à la structure et la gouvernance proposées pour la priorité de l'identité numérique.</p> <p>Le SCGI et le Conseil de l'identification et de l'authentification numériques travaillent ensemble dans un esprit de collaboration (pour autant que cette relation continue de leur profiter mutuellement sans comporter d'obligations judiciaires) afin d'élaborer un Cadre de confiance pancanadien qui tient compte des contextes des secteurs public et privé.</p>
Sous-comité de la protection des renseignements personnels	<p>Le mandat du Sous-comité de la protection des renseignements personnels est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Offrir un forum national permettant l'échange d'information sur les recherches, les pratiques exemplaires, les formations, les produits de la TI et autres ressources en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, à l'appui des programmes et des objectifs du secteur public.</li><li>• Appuyer la mission du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), soit « améliorer la prestation de services à la population canadienne au moyen de la collaboration à l'échelle des administrations et d'un leadership démontré dans la gestion de l'information et des technologies ».</li><li>• Appuyer le mandat du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP), soit « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public », en faisant preuve de leadership et en assurant la coordination relativement à des questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.</li></ul>
Règlement général sur la protection des données (RGPD)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Groupe de travail a pour objectif d'établir une compréhension uniforme du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et d'offrir un forum pour l'échange de renseignements qui seront pertinents pour les membres de toutes les administrations.</li><li>• Le gouvernement fédéral discute directement avec la Commission européenne (CE) au sujet d'un large éventail de questions associées au RGPD, y compris sa portée territoriale et le transfert de renseignements personnels dans le cadre du régime de l'Union européenne (UE).</li><li>• Dans ce contexte, le Groupe de travail offrira la possibilité de diffuser des renseignements associés aux activités de consultation de la CE, ainsi que d'obtenir les commentaires des homologues provinciaux concernant les enjeux ou les questions qui pourraient être soulevées auprès de la CE afin d'améliorer la compréhension générale du Canada par rapport au RGPD.</li><li>• En parallèle avec ces activités d'échange d'information, les membres du Groupe de travail collaboreront à la détermination des questions juridiques et des cas d'utilisation pour lesquels il faudrait demander conseil à un conseiller juridique, notamment lorsqu'il faut demander conseil à un conseiller juridique se spécialisant dans les questions relatives au RGPD de l'UE. Dans ce contexte, nous prévoyons qu'il pourrait y avoir des coûts juridiques associés à la détermination des incidences du RGPD dans les administrations canadiennes.</li></ul>
Comité de recherche	Sous la supervision des conseils mixtes, le Comité de recherche du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) a pour mandat de veiller aux recherches menées dans le but de soutenir le DPI intergouvernemental du secteur public ainsi que les collectivités de prestation de services. Le Comité de recherche du CPSSP-CDPISP a été mis sur pied en 1998. Il est axé sur la diffusion de conclusions et de résultats de recherche qui permettent aux membres du CPSSP et du CDPISP d'élaborer et de mettre en œuvre leurs stratégies d'amélioration des services s'adressant tant à des publics externes (clients et citoyens) qu'internes (employés et intervenants).
Service aux entreprises	<ul style="list-style-type: none"><li>• Échanger de l'information et partager les expériences, et étudier les possibilités et les défis associés à l'amélioration de la prestation des services du secteur public pour la clientèle d'affaires.</li><li>• Plus précisément, il s'agit de cerner et de mettre en œuvre des améliorations concrètes aux services en se fondant sur une approche reposant sur la collaboration entre les administrations, afin d'améliorer la prestation des services aux entreprises et d'en favoriser l'excellence partout au Canada.</li></ul>

Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)	
Groupe de travail	Description
Nuage	Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage (GTIN) du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) fournit des conseils au Comité directeur sur l'informatique en nuage du gouvernement du Canada pendant que celui-ci élabore une approche de consultation avec l'industrie concernant la façon dont le secteur public peut réussir à mettre en œuvre des services d'informatique en nuage.
Microsoft Office 365	Le Groupe de travail sur Microsoft Office 365 a été mis sur pied afin de comprendre l'expérience des autres administrations qui ont adopté la suite Microsoft Office 365 (M365) dans leur environnement de la technologie de l'information (TI). On s'intéresse particulièrement aux licences et aux services de soutien, ainsi qu'à l'approvisionnement et la mise en œuvre à l'échelle de l'organisation.
Politique relative à la technologie de l'information et de la communication (Politiques relatives aux TIC)	Le Communauté de pratique de FPT sur les politiques relatives à la technologie de l'information et des communications (TIC) fut établi en 2014, selon les directives du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), qui représentent à la fois les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Ce forum permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques et des pratiques exemplaires ayant trait aux politiques de TIC.
Approvisionnement en matière de technologie de l'information (TI)	<p>Le Communauté de pratique évaluera les possibilités s'offrant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et aux représentants de l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM) pour l'exploitation des ententes actuelles ou nouvelles en matière de TI qui pourraient profiter à l'ensemble des gouvernements participants et à leurs citoyens.</p> <p>Le but de cette collaboration est de profiter de la mise en commun des fonds et de l'influence de l'ASIM et des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de favoriser l'obtention de meilleures aubaines, qui permettront d'effectuer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer les prix.</li> <li>• Conclure des marchés dont les modalités assurent un juste équilibre entre la protection des citoyens et le caractère raisonnable des marchés sur le plan commercial.</li> <li>• Réduire les coûts administratifs des gouvernements en limitant le dédoublement des efforts entre les administrations.</li> <li>• Atténuer la tendance qu'ont les fournisseurs d'Information et de technologie de l'information à traiter les administrations canadiennes différemment.</li> </ul>
Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI)	<p>Le Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques, des pratiques en lien avec des programmes de sensibilisation à la sécurité et des initiatives d'architecture qui ont pour objet la protection de l'information. Ce forum a été mis sur pied en 1998 selon les directives du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), qui représente tous les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM).</p> <p>Les objectifs du SNDPI sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger de l'information et des pratiques exemplaires, et recommander des priorités, des objectifs et des programmes nationaux et provinciaux en matière de protection de l'information.</li> <li>• Créer, élaborer et soutenir conjointement les procédures opérationnelles et les outils automatisés permettant de veiller à ce que l'ensemble des administrations canadiennes maintiennent des normes relatives à la protection des infrastructures d'information de la plus grande qualité.</li> </ul>
Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP)	
Groupe de travail	Description
Communauté de pratique des centres de contact	<p>L'industrie des centres de contact évolue rapidement en réponse à l'évolution tout aussi rapide des technologies et aux attentes des citoyens par rapport aux services. Le Comité du CPSSP a déterminé qu'il était nécessaire de créer un forum où les dirigeants des centres de contact fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux pourraient se réunir afin d'échanger des connaissances, cultiver les pratiques exemplaires et favoriser l'innovation.</p> <p>La communauté fournit un mécanisme permettant aux entités gouvernementales de travailler ensemble afin d'améliorer la prestation de services dans les centres de contact, à l'échelle du Canada. Cette communauté s'intéresse à un éventail de sujets relatifs aux centres de contact, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir un forum où échanger l'expertise, les leçons apprises et les pratiques exemplaires.</li> <li>• Offrir un forum où renforcer les partenariats aux fins de recherches ou de solutions.</li> <li>• Donner une voix à des intervenants invités, afin d'obtenir différentes perspectives sur la prestation de services dans les centres de contact.</li> <li>• Fournir des conseils et des exemples par rapport à l'innovation et l'efficacité des services dans les centres de contact.</li> <li>• On demandera aux membres d'indiquer les domaines précis qui les intéressent, afin d'organiser des réunions plus ciblées.</li> </ul>